



Amies des aînés, des enfants, du commerce équitable, du papier recyclé, etc.: les labels se multiplient

Les villes dans la course aux labels



Le 13 février, Berne a été la première grande ville de Suisse à obtenir le label «ville équitable». Les membres du Conseil municipal Reto Nause et Franziska Teuscher ont reçu la distinction des mains de Tobias Meier, président de Swiss Fair Trade. DR

«**CARIANE GIGON, ZURICH**

Développement urbain » Mi-février, la ville de Berne a fièrement annoncé être «la première grande ville» équitable de Suisse. Elle venait d'obtenir la distinction Fair Trade Town, un label relativement récent en Suisse, qui vient s'ajouter à une liste déjà bien fournie. Pourquoi tant d'étiquettes? Analyse.

«Labellisme»: le syndicat de Fribourg Thierry Steiert (ps) a inventé un mot pour décrire la «surenchère» des labels proposés aux villes et communes suisses. Leur nombre est si élevé et les domaines couverts si étendus

que personne n'en a une vision d'ensemble.

De «nombreux avantages» Quelques exemples: outre le commerce équitable (voir ci-dessous), les collectivités publiques suisses peuvent être «amies des aînés» (initiative de l'Organisation mondiale de la santé comptant actuellement quinze villes en Suisse) ou briguer le label «commune amie des enfants», (lancé par l'Unicef, affiché actuellement par vingt-trois localités).

«La quantité ne facilite pas la distinction entre les labels, confirme Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes

suisses (UVS). Nous sommes régulièrement sollicités pour transmettre des propositions à nos membres. Idéalement, un label devrait être précis et compréhensible pour tout le monde.»

Selon la directrice de l'UVS, les labels apportent de nombreux avantages aux villes: «Le travail de labellisation contribue à améliorer les processus à l'intérieur des administrations et permet de définir des stratégies d'avenir», explique-t-elle. En outre, ils permettent des échanges au sein de la communauté formée avec les autres communes ayant le même label. Enfin, «ils renforcent l'image dans un domaine parti-



culier, ce qui peut se révéler positif pour l'économie et pour la population.»

Crèches, bois...

Glaris Nord (18 000 habitants), une des premières «villes équitables» de Suisse, le confirme: «La distinction est un signal important vis-à-vis de l'extérieur, note Andreas Neumann, porte-parole de la commune. Elle a aussi contribué au développement d'une culture commune. Nous en profitons aussi car notre commune est toute jeune» (Glaris Nord est né en 2011 de la fusion de huit communes).

Un coup d'œil à la plus grande ville du pays, Zurich, révèle là aussi quantité de labels. «Outre de nombreuses certifications ISO, nous recensons entre autres le label Cité de l'énergie Or, QualiKita pour les crèches ou encore le label FSC pour le bois, indique Nat Bächtold, porte-parole de la mairie. Grâce aux labels, certains services peuvent démontrer leurs qualités vis-à-vis de leur clientèle.»

Mais ces avantages ont un prix. «Un label implique aussi une nouvelle charge de travail, précise Thierry Steiert à Fribourg. Il faut souvent désigner un interlocuteur dans l'administration. Les dépenses doivent donc être proportionnelles aux avantages escomptés.» La ville de Fribourg dit ainsi se concentrer «sur les labels importants à nos yeux, pour lesquels un suivi est possible.»

Stop à La Chaux-de-Fonds

Le suivi: certaines villes ont fait l'amère expérience de la difficulté à l'assurer. Traversant une grave crise financière, La Chaux-de-Fonds a ainsi dû renoncer au label Cité de l'énergie Or. «Nous le regrettons, note Matthieu Chenal, porte-parole de l'association Cité de l'énergie, car la ville horlogère avait fait œuvre de pionnier et accompli un énorme travail. Globalement, les abandons sont marginaux.»



«La quantité ne facilite pas la distinction entre les labels»

Renate Amstutz

La semaine dernière, l'association a annoncé la certification de six nouvelles collectivités publiques, désormais au nombre de 418. La décision d'octroyer le label est prise par une instance indépendante et couronne la réalisation d'au

moins la moitié des mesures énergétiques décidées par les candidats au label. La progression fait l'objet d'un contrôle régulier.

Economies

Delémont est l'une des 41 Cités de l'énergie Or de Suisse. «Il nous permet d'avoir des collaborations avec d'autres personnes et d'autres collectivités», explique le maire Damien Chapuis. Et les coûts? «Ils sont supportables, d'autant plus que nous avons aussi fait des économies, grâce à certaines mesures, et que nous recevons des subventions», répond-il.

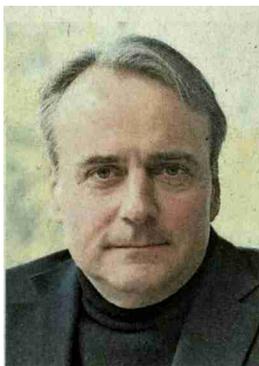
La course aux labels ne connaît pas que des réussites. Ainsi, les Cités en santé n'ont séduit, jusqu'ici, que deux villes, Thoun et Uster. Ce label «couronne pourtant des démarches très intéressantes bénéficiant à l'ensemble de la population et profitant d'une base scientifique», souligne Renate Amstutz. Mais il n'a pas trouvé d'écho, notamment auprès des instances fédérales compétentes.

Lui aussi à la recherche de villes membres, Philipp Scheidiger, secrétaire général de l'association Fair Trade Town, rappelle que «certaines communes ont des difficultés à fixer des priorités, car elles ont d'autres problèmes – des programmes d'économies à mettre en œuvre, des questions migratoires ou encore des problèmes sociaux.»

Toutes les prestations publiques ne sont donc pas labellisées. Ou pas encore. »



TROIS QUESTIONS À MARKUS GMÜR



MARKUS GMÜR
Directeur de recherche
à l'Institut pour la gestion des
associations, des fondations
et des coopératives (VMI)
de l'Université de Fribourg.

**Quels sont les avantages
d'un label, pour une ville
ou une commune?**

Un label peut avoir un effet positif vers l'extérieur, en tant qu'instrument de marketing destiné à faire connaître une commune ou une ville, ou à en

corriger une perception négative, ce qui peut attirer des entreprises, des touristes ou de nouveaux habitants. A l'intérieur de la collectivité publique, un label peut contribuer à mobiliser la communauté vers un objectif bénéficiant à tous.

Y a-t-il aussi des risques?

Les ressources à attribuer au processus peuvent toujours être utilisées autrement. En outre, de nombreux labels requièrent un travail bureaucratique à ne pas négliger. De plus, la réputation d'un label peut changer. Si une ville membre néglige ses obligations, une rumeur négative peut se répandre sur tout le label.

Y a-t-il trop de labels?

La tendance est assurément à une commercialisation avancée des villes et des communes. De nouveaux labels

voient sans cesse le jour, dans tous les domaines. L'augmentation des messages réduit l'attention pour certains d'entre eux. Il en résulte une certaine lassitude. A force de s'étendre, les mesures de marketing municipal perdent en crédibilité.

Mais nous sommes aussi de plus en plus habitués à être assaillis par des messages publicitaires. Cela ne nous dérange pas tellement. Ce sont les villes qui n'ont pas de labels qui attirent l'attention, tandis que les porteurs de labels sortent de moins en moins du lot et doivent pourtant consacrer les mêmes ressources au maintien du label. Les organisations qui attribuent les labels, les spécialistes en marketing et les experts qui vivent de ce travail d'attribution et de contrôle des labels peuvent se réjouir. »

PROPOS RECUEILLIS PAR AG

LES VILLES ÉQUITABLES EN EXEMPLE

Un des labels les plus récents en Suisse couronne les efforts des collectivités publiques en faveur du commerce équitable. Zweisimmen (BE), Glaris Nord, et Berne sont ainsi des Fair Trade Town (FTT). Frutigen (BE), Wil (SG), Capriasca (TI) et Delémont ont, de leur côté, déjà pris la décision politique de briguer la «distinction» – l'association l'attribuant ayant décidé de ne pas utiliser le mot «label». «Nous voulons devenir un moteur public et montrer qu'il est possible de développer le commerce équitable», explique Damien Chappuis, maire de Delémont, qui est en train de préparer la réalisation des cinq critères requis. Parmi ces derniers, les villes doivent compter un certain nombre (dépendant de la population) de lieux proposant des produits issus du

commerce équitable. La capitale jurassienne (12 000 habitants) devra ainsi convaincre au moins trois magasins, six restaurants et hôtels, une crèche ou école et trois associations. Les villes doivent aussi instituer au moins un événement par année axé sur le commerce équitable. Enfin, la distinction est soumise à cotisation. «Certains estiment que nos critères sont trop faciles à remplir, tandis que d'autres affirment le contraire! Pour nous, cela montre qu'ils sont bien équilibrés», explique Philipp Scheidiger, secrétaire général de l'association Swiss Fair Trade. Depuis 2001, la distinction a été attribuée à 1850 villes dans 31 pays. Des postulats demandant l'adhésion ont été déposés dans les législatures de Fribourg et de Genève. AG